

# Des jeunes saisissent le chef de l'Etat

Excellence Monsieur le Président de la République du Cameroun,

Nous, Association des Pairs éducateurs et promoteurs sans frontières (Pep Sans Frontières) avons l'honneur de solliciter votre attention sur la question des libertés fondamentales au Cameroun notamment dans la ville de Douala.

Déjà nous tenons à saluer vos efforts à vouloir maintenir un Etat de droit, notamment en mettant en place des organes tels que la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés, la Conac et l'Agence nationale d'investigation financière (Anif).

Toutefois, nous venons par la présente attirer votre attention sur les différentes violations des droits de l'homme que



subissent les habitants de la capitale économique, Douala.

En effet, lors de la campagne mondiale Speak ! (se taire c'est mourir, parler c'est vivre), nous avons donné la parole aux

Camerounais et nombreux sont ceux qui ignoraient la définition des droits fondamentales. Les jeunes femmes et hommes sont victimes d'ignorance qu'ils ne devaient subir.

Excellence Monsieur le

Président de la République,

Lors de la campagne de sensibilisation, nous avons enregistré quelques plaintes des sauveteurs et moto-taximen victimes des violences et arnaques perpétrées par les agents de la police municipale des mairies de Douala. Les populations de Maroua par la voix du Cercle des Educateurs Solidaire des quartiers réunis se plaignent aussi des violations de leurs droits par les autorités traditionnelles notamment sur l'accaparement des terres et la suspension abusive des jeunes Imams et prédicateurs par le Lamido.

A ce titre Excellence Monsieur le Président de la République,

Nous sollicitons :

Un programme de sensibilisation sur les popula-

tions (jeunes, femmes et hommes) impliquant tous les différents leaders qui forment notre société.

Leaders religieux sans discrimination

Leaders traditionnel (chefs de quartiers et villages) etc.

Leaders institutionnels (responsables des établissements) etc.

Leaders politiques

En outre, l'absence d'une véritable politique basée sur l'éducation des populations, encourage l'expression de l'homme par la violence et non par les idées.

Nous vous prions, Excellence Monsieur le Président de la République, de croire à l'assurance de nos sentiments distingués.

Douala, le 26 septembre 2017